

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/42430]

21 JUIN 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à une aide aux entreprises du secteur des hébergements touristiques dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises, les articles 28 et 30 ;

Vu l'article 2, § 3, 5°, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances ;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 22 mars 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 avril 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 avril 2021 ;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 22 avril 2021 ;

Vu l'urgence, motivée par le fait que la crise sanitaire du COVID-19 a des conséquences économiques considérables pour beaucoup d'entreprises ;

Que ce contexte réduit fortement le chiffre d'affaires des entreprises du secteur de l'hébergement touristique ; que celles-ci continuent de devoir supporter des coûts fixes et ont souvent dû consentir des investissements afin de se conformer aux règles sanitaires ; qu'il en résulte qu'une proportion significative de ces entreprises se trouve actuellement en très mauvaise posture financière, voire, pour certaines, au bord de la faillite ; que ces entreprises emploient une main d'œuvre nombreuse ; que la chute de ce secteur économique aurait des répercussions négatives sur d'autres secteurs en lien ;

Que pour ces différents motifs, il convient, sans différer, de soutenir à nouveau financièrement ces entreprises et de leur verser une aide dans les meilleurs délais ; que l'urgence est justifiée ;

Vu l'avis 69.250/1 du Conseil d'Etat, donné le 22 avril 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 30 avril 2021 ;

Vu l'approbation de la Commission européenne, donnée le 18 juin 2021 ;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé du Tourisme, et du Ministre de l'Economie,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° ministre : le ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Economie dans ses attributions ;

2° encadrement temporaire des mesures d'aide d'Etat : la communication de la Commission du 19 mars 2020 relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'Etat visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, modifiée par les communications du 3 avril 2020, 8 mai 2020, 29 juin 2020, 13 octobre 2020 et 28 janvier 2021 ;

3° BCE : la Banque-Carrefour des Entreprises ;

4° BEE : Bruxelles Economie et Emploi du Service public régional de Bruxelles.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/42430]

21 JUNI 2021. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende steun aan de ondernemingen van de toeristische logiessector in het kader van de gezondheids crisis COVID-19

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen, de artikelen 28 en 30;

Gelet op artikel 2, § 3, 5°, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkkansentest;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 22 maart 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 april 2021;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 14 april 2021;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 22 april 2021;

Gelet op de spoedeisendheid, gemotiveerd door het feit dat de COVID-19-gezondheids crisis aanzienlijke economische gevolgen heeft voor veel ondernemingen;

Dat deze context de omzet van de ondernemingen van de toeristische logies sector sterk vermindert; dat deze vaste kosten moeten blijven dragen en vaak hebben moeten investeren om aan de gezondheidsvoorschriften te voldoen; dat als gevolg daarvan een aanzienlijk deel van deze ondernemingen momenteel in een zeer slechte financiële positie verkeert en, voor sommige, zelfs op de rand van het failliet; dat deze ondernemingen veel personeel in dienst hebben; dat de ineenstorting van deze economische sector negatieve gevolgen zou hebben voor andere verwante sectoren ;

Dat het om deze verschillende redenen gepast is om deze ondernemingen onverwijld opnieuw financieel te steunen en hun zo snel mogelijk steun uit te keren; dat de spoedeisendheid gerechtvaardigd is;

Gelet op advies 69.250/1 van de Raad van State, gegeven op 22 april 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 30 april 2021;

Gelet op de goedkeuring van de Europese Commissie, gegeven op 18 juni 2021;

Op voorstel van de Minister-President, bevoegd voor Toerisme, en de Minister van Economie,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° minister: de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Economie;

2° tijdelijke kaderregeling inzake staatssteun: de mededeling van de Commissie van 19 maart 2020 betreffende de tijdelijke kaderregeling inzake staatssteun ter ondersteuning van de economie vanwege de huidige COVID-19-uitbraak, gewijzigd bij de mededelingen van 3 april 2020, 8 mei 2020, 29 juni 2020, 13 oktober 2020 en 28 januari 2021;

3° KBO : de Kruispuntbank van Ondernemingen;

4° BEW: Brussel Economie en Werkgelegenheid van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel.

Art. 2. Le ministre octroie une aide aux entreprises du secteur des hébergements touristiques pour les pertes de revenus subies dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19.

La crise sanitaire COVID-19 est reconnue comme un événement extraordinaire, tel que visé à l'article 28 de l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises.

L'aide est octroyée aux conditions visées au point 22 de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'Etat.

Les conditions d'aide définies dans le présent arrêté s'appliquent sans préjudice des conditions prévues dans l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises.

CHAPITRE 2. — Conditions de l'aide

Art. 3. Le bénéficiaire :

1° est inscrit à la BCE à la date du 31 décembre 2020 ;

2° a une unité d'établissement sur le territoire de la Région inscrite à la BCE à la date du 31 décembre 2020, y exerce une activité économique et y dispose de moyens humains et de biens propres qui lui sont spécifiquement affectés ;

3° dispose au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, conformément à l'ordonnance du 8 mai 2014 relative à l'hébergement touristique, d'un numéro d'enregistrement actif, non-suspendu pour les unités d'établissement pour lesquelles l'aide est demandée ;

4° ne bénéficie pas du régime de la franchise de la taxe pour les petites entreprises visé à l'article 56bis du Code de la T.V.A. ;

5° respecte ses obligations en matière de publication de ses comptes annuels auprès de la Banque nationale de Belgique ;

6° n'a pas, au moment de la demande d'aide, de dettes sociales et fiscales, sauf si celles-ci font l'objet d'un plan d'apurement conclu avec les autorités compétentes, lequel est dûment respecté, ou d'un litige auprès de l'instance de recours compétente ;

7° n'était pas en difficulté au 31 décembre 2019, au sens du point 22, c et c bis, de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'Etat ;

8° n'a pas déjà reçu, en tant qu'entreprise, en ce compris la prime visée dans le présent arrêté, plus de 1.800.000 euros d'aide dans le cadre du point 22 de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'Etat.

Art. 4. Le bénéficiaire a réalisé en 2019 un chiffre d'affaires supérieur aux montants repris dans le tableau suivant, calculé en fonction du nombre d'unités d'établissement actives dans la Région dont la date de début à la BCE est antérieure au 1^{er} janvier 2020 :

Nombre d'unités d'établissement	Chiffre d'affaires 2019	Aantal vestigingseenheden	Omzet 2019
1	25.000 euros	1	25.000 euro
2	35.000 euros	2	35.000 euro
3	45.000 euros	3	45.000 euro
4	55.000 euros	4	55.000 euro
5 et plus	65.000 euros	5 en meer	65.000 euro

Le chiffre d'affaires visé à l'alinéa 1^{er} est déterminé selon la méthode et sur la base des pièces justificatives prévus à l'article 5.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux bénéficiaires inscrits à la BCE à partir du 1^{er} janvier 2019.

Art. 5. § 1^{er}. Si le bénéficiaire est une société, il remplit au moins une des trois conditions de santé financière suivantes :

1° les fonds propres, inclus dans le code comptable 10/15 augmenté du code 101, sont supérieurs à la moitié du capital souscrit, code 100, plus l'apport hors capital, code 11, sauf si le bénéficiaire a reconstitué ses fonds propres de façon à ce qu'ils soient supérieurs à la moitié du capital souscrit, plus l'apport hors capital, entre la clôture de l'exercice fiscal concerné et le jour de la demande d'aide ;

2° le chiffre d'affaires, code 70, de 2019 est supérieur à celui de 2018 ;

3° le résultat du bénéfice de l'exercice avant impôts, code 9903, est positif.

Art. 2. De minister verleent steun aan de ondernemingen van de toeristische logiesector voor het geleden inkomensverlies, in het kader van de gezondheids crisis COVID-19.

De gezondheids crisis COVID-19 wordt erkend als een buitengewone gebeurtenis, als bedoeld in artikel 28 van de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen.

De steun wordt verleend onder de voorwaarden bedoeld in punt 22 van de tijdelijke kaderregeling inzake staatssteun.

De in dit besluit vastgestelde steunvoorwaarden zijn van toepassing onverminderd de in de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen vastgestelde voorwaarden.

HOOFDSTUK 2. — Steunvoorwaarden

Art. 3. De begunstigde:

1° is ingeschreven in de KBO op 31 december 2020;

2° heeft, op 31 december 2020, een vestigingseenheid ingeschreven in de KBO op het grondgebied van het Gewest, oefent er een economische activiteit uit en beschikt er over personele middelen en eigen goederen die specifiek voor hem bestemd zijn;

3° beschikt, in overeenstemming met de ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende het toeristisch logies, op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit over een actief, niet-geschorst registratienummer voor de vestigingseenheden waarvoor de steun wordt aangevraagd ;

4° geniet de btw-vrijstellingsregeling voor kleine ondernemingen bedoeld in artikel 56bis van het Btw-Wetboek niet;

5° leeft zijn verplichtingen inzake de bekendmaking van zijn jaarrekeningen bij de Nationale Bank van België na;

6° heeft, op het moment van de steunaanvraag, geen sociale en fiscale schulden, tenzij zij het voorwerp uitmaken van een afbetalingsplan overeengekomen met de bevoegde autoriteiten dat wordt nageleefd, of van een geschil bij de bevoegde beroepsinstantie;

7° verkeerde niet in moeilijkheden op 31 december 2019, in de zin van punt 22, c en c bis, van de tijdelijke kaderregeling inzake staatssteun;

8° heeft, in de hoedanigheid van onderneming, tot dusver onder punt 22 van de tijdelijke kaderregeling inzake staatssteun, inclusief de premie bedoeld in dit besluit, niet meer dan 1.800.000 euro ontvangen.

Art. 4. De begunstigde heeft in 2019 een omzet verwezenlijkt die hoger is dan de bedragen opgenomen in de volgende tabel, berekend in functie van het aantal actieve vestigingseenheden in het Gewest waarvan de begindatum in de KBO 1 januari 2020 voorafgaat:

De omzet bedoeld in het eerste lid wordt bepaald volgens de methode en aan de hand van de bewijsstukken voorzien in artikel 5.

Het eerste lid is niet van toepassing op de begunstigten ingeschreven in de KBO vanaf 1 januari 2019.

Art. 5. § 1. Indien de begunstigde een vennootschap is, voldoet hij minstens aan één van de drie volgende voorwaarden inzake financiële gezondheid:

1° het eigen vermogen, opgenomen in de boekhoudkundige code 10/15 vermeerderd met de code 101, is groter dan de helft van het geplaatst kapitaal, code 100, plus de uitgiftepremies, code 11, tenzij de begunstigde tussen het einde van het betrokken boekjaar en de dag van de steunaanvraag zijn eigen vermogen heeft wedersamengesteld zodat het groter is dan de helft van het geplaatst kapitaal, plus de uitgiftepremies;

2° de omzet, code 70, van 2019 is groter dan die van 2018;

3° het resultaat van de winst van het boekjaar voor belasting, code 9903, is positief.

Si le bénéficiaire est une association, il remplit au moins une des deux conditions de santé financière suivantes :

- 1° le chiffre d'affaires, code 70, de 2019 est supérieur à celui de 2018 ;
- 2° le résultat courant, code 9902, ou le résultat du bénéfice de l'exercice avant impôts, code 9903, est positif.

Les conditions de santé financière prévues aux alinéas 1^{er} et 2 sont déterminées sur la base des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2019 ou à une date antérieure en 2019.

Si, conformément à la réglementation applicable, le bénéficiaire n'a pas clôturé de comptes annuels en 2018, la condition prévue à l'alinéa 1^{er}, 2°, ou à l'alinéa 2, 1°, ne s'applique pas. Dans ce cas, il remplit au moins une des conditions restantes.

Si les comptes annuels clôturés ne contiennent pas de données suffisantes pour vérifier le respect des conditions prévues aux alinéas 1^{er} et 2, les données manquantes sont déterminées sur la base d'une attestation d'un expert-comptable certifié.

§ 2. Si le bénéficiaire est une entreprise personne physique, il remplit au moins une des deux conditions de santé financière suivantes :

- 1° le chiffre d'affaires de 2019 est supérieur à celui de 2018 ;
- 2° le résultat de l'exploitation avant impôts en 2019 est positif.

Les conditions prévues à l'alinéa 1^{er} sont déterminées sur la base d'une attestation d'un expert-comptable certifié concernant 2018 et 2019, étayée par les éléments pertinents de la partie 2 de la déclaration et de l'avertissement-extrait de rôle à l'impôt des personnes physique pour l'exercice d'imposition 2020 (revenus 2019).

Si le bénéficiaire n'a pas réalisé un chiffre d'affaires issu d'une activité d'hébergement touristique en 2018, il remplit la condition prévue à l'alinéa 1^{er}, 2°.

§ 3. Les paragraphes 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas aux bénéficiaires inscrits à la BCE depuis moins de trois ans à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 6. Seules les données reprises à la BCE à la date d'introduction de la demande d'aide font foi.

CHAPITRE 3. — *Forme et montant de l'aide*

Art. 7. L'aide consiste en une prime par unité d'établissement active dans la Région et enregistrée conformément à l'article 3, 3°, dont la date de début à la BCE est antérieure au 1^{er} janvier 2021, de :

- 1° 12.500 euros, si le nombre d'équivalents temps-plein est de moins de 5 ;
- 2° 37.500 euros, si le nombre d'équivalents temps-plein est de 5 ou plus et de moins de 10 ;
- 3° 62.500 euros, si le nombre d'équivalents temps-plein est de 10 ou plus.

La prime est accordée pour un maximum de cinq unités d'établissement par bénéficiaire.

Art. 8. Le nombre d'équivalents temps-plein visé à l'article 7, alinéa 1^{er}, est déterminé sur la base du nombre moyen de travailleurs total en équivalents temps-plein repris dans le bilan social du bénéficiaire clôturé au 31 décembre 2019 ou à une date antérieure en 2019, déposé et publié à la Banque nationale de Belgique conformément aux obligations légales au plus tard au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour les bénéficiaires qui ne sont pas tenus de déposer et de publier leur bilan social ou dont le délai de dépôt et de publication n'est pas encore échu, le nombre d'équivalents temps-plein est déterminé sur la base d'une attestation délivrée par un secrétariat social et reprenant le nombre moyen de travailleurs équivalent temps-plein pour l'année 2019.

CHAPITRE 4. — *Procédure d'instruction des dossiers de demande d'aide et de liquidation de l'aide*

Art. 9. Le bénéficiaire introduit la demande d'aide auprès de BEE sur un formulaire que BEE rend disponible sur son site internet aux entreprises qui répondent aux conditions visées à l'article 3, 1° à 3°, du présent arrêté et qui ne se trouve pas dans l'une des situations visées à l'article 41, alinéa 1^{er}, 3°, de l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises. Le formulaire détermine les pièces justificatives que le bénéficiaire joint à sa demande.

BEE réceptionne la demande d'aide au plus tard le 28 juillet 2021.

Indien de begunstigde een vereniging is, voldoet hij aan minstens één van de twee volgende voorwaarden inzake financiële gezondheid:

- 1° de omzet, code 70, van 2019 is groter dan die van 2018;
- 2° het resultaat uit de gewone bedrijfsuitoefening, code 9902, of het resultaat van de winst van het boekjaar voor belasting, code 9903, is positief.

De voorwaarden voorzien in het eerste en tweede lid worden bepaald aan de hand van de jaarrekeningen die werden afgesloten op 31 december 2019 of een eerdere datum in 2019.

Indien de begunstigde, overeenkomstig de toepasselijke regelgeving, geen jaarrekeningen heeft afgesloten in 2018, is de voorwaarde voorzien in het eerste lid, 2°, of het tweede lid, 1°, niet van toepassing. In dat geval voldoet hij aan minstens één van de overblijvende voorwaarden voorzien.

Indien de afgesloten jaarrekeningen onvoldoende gegevens bevatten om de naleving van de voorwaarden voorzien in het eerste en tweede lid na te gaan, worden de ontbrekende gegevens bepaald aan de hand van een getuigschrift van een gecertificeerd accountant.

§ 2. Indien de begunstigde een onderneming natuurlijk persoon is, voldoet hij aan minstens één van de twee volgende voorwaarden inzake financiële gezondheid:

- 1° de omzet van 2019 is groter dan die van 2018;
- 2° het resultaat van de exploitatie voor belastingen in 2019 is positief.

De voorwaarden voorzien in het eerste lid worden bepaald aan de hand van een getuigschrift van een gecertificeerd accountant met betrekking tot 2018 en 2019, gestaafd door de relevante fragmenten van deel 2 van de aangifte en het aanslagbiljet van de personenbelasting voor het aanslagjaar 2020 (inkomsten 2019).

Indien de begunstigde geen omzet uit een toeristische logiesactiviteit heeft verwezenlijkt in 2018, voldoet hij aan de voorwaarde voorzien in het eerste lid, 2°.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing op de begunstigten die sinds minder dan drie jaar in de KBO ingeschreven zijn op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 6. Enkel de gegevens ingeschreven in de KBO op de datum van de steunaanvraag gelden.

HOOFDSTUK 3. — *Vorm en omvang van de steun*

Art. 7. De steun bestaat uit een premie per actieve vestigingseenheid in het Gewest geregistreerd overeenkomstig artikel 3, 3°, waarvan de begindatum in de KBO 1 januari 2021 voorafgaat, van:

- 1° 12.500 euro, indien het aantal voltijdsequivalenten minder dan 5 bedraagt;
- 2° 37.500 euro, indien het aantal voltijdsequivalenten 5 of meer en minder dan 10 bedraagt;
- 3° 62.500 euro, indien het aantal voltijdsequivalenten 10 of meer bedraagt.

De premie wordt toegekend voor een maximum van vijf vestigings-eenheden per begunstigde.

Art. 8. Het aantal voltijdsequivalenten bedoeld in artikel 7, eerste lid, wordt bepaald op basis van het gemiddeld aantal werknemers totaal in voltijdse equivalenten opgenomen in de sociale balans van de begunstigde afgesloten op 31 december 2019 of een eerdere datum in 2019, neergelegd en bekendgemaakt bij de Nationale Bank van België, overeenkomstig de wettelijke verplichtingen, ten laatste op de dag van de dag van de inwerkingtreding van dit besluit.

Voor de begunstigten die niet verplicht zijn hun sociale balans neer te leggen en bekend te maken of waarvan de neerleggings- en bekendmakingstermijn nog niet verstreken is, wordt het aantal voltijdsequivalenten bepaald op basis van een getuigschrift afgeleverd door een sociaal secretariaat dat het gemiddeld aantal werknemers in voltijdse equivalenten voor het jaar 2019 herneemt.

HOOFDSTUK 4. — *Procedure voor de behandeling van de steunaanvraag-dossiers en de vereffening van de steun*

Art. 9. De begunstigde dient de steunaanvraag in bij BEW door middel van een formulier dat BEW ter beschikking stelt op zijn website aan de ondernemingen die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 3, 1° tot 3°, van dit besluit en die zich niet in een van de situaties bedoeld in artikel 41, eerste lid, 3°, van de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen bevinden. Het formulier bepaalt de bewijsstukken die de begunstigde bij zijn aanvraag voegt.

BEW ontvangt de steunaanvraag ten laatste op 28 juli 2021.

Le bénéficiaire déclare dans sa demande les autres aides reçues dans le cadre du point 22 de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'Etat.

BEE peut solliciter par courriel tout document ou information nécessaire pour l'instruction de la demande. Le bénéficiaire fournit les documents et informations complémentaires dans les dix jours. A défaut de réponse dans ce délai, la demande est refusée.

Art. 10. La décision d'octroi est notifiée au bénéficiaire au plus tard le 30 septembre 2021.

BEE avertit le bénéficiaire que l'aide est octroyée sous le régime de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'Etat.

Art. 11. L'aide est liquidée en une seule tranche sur un compte bancaire à vue belge au nom du bénéficiaire.

Art. 12. BEE publie les informations pertinentes sur chaque aide supérieure à 100.000 euros octroyée en vertu du présent arrêté sur le site web exhaustif consacré aux aides d'Etat ou via l'outil IT de la Commission européenne, et ce, dans les douze mois suivant la date de l'octroi.

Les informations pertinentes sont celles visées à l'annexe III du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

BEE conserve toutes les informations indispensables pour établir que les conditions nécessaires ont été respectées, pendant une période de dix ans à compter de l'octroi de l'aide. BEE transmet ces informations à la Commission européenne si elle en fait la demande.

Art. 13. § 1^{er}. L'instruction, la gestion et le contrôle des demandes, la gestion des accès au formulaire de demande et la publication des données visées à l'article 12 peuvent donner lieu au traitement des catégories de données à caractère personnel suivantes :

1° les données d'identification et de contact des personnes qui introduisent les demandes au nom des bénéficiaires ;

2° les données d'identification, d'adresse, de contact et d'impôts des indépendants en entreprise personne physique qui sollicitent la prime ;

3° les données nécessaires à la vérification du respect des conditions visées aux articles 3, 4 et 5 ;

4° les données nécessaires à la gestion des accès au formulaire de demande d'aide ;

5° les données nécessaires à la détermination du montant de la prime ;

6° les données nécessaires à la publication des données en exécution de l'article 12.

§ 2. BEE est le responsable des traitements de données à caractère personnel visés au § 1^{er}.

BEE peut obtenir les données à caractère personnel, ainsi que d'autres données, du demandeur ou d'une autre autorité publique, dont le SPF Economie, la Banque nationale de Belgique et le SPF Finances.

§ 3. Sans préjudice de l'article 12, la durée maximale de conservation des données à caractère personnel qui font l'objet du traitement visé au présent article est de dix ans à compter du jour de la liquidation de l'aide, sauf les données à caractère personnel éventuellement nécessaires pour le traitement de litiges avec le demandeur de l'aide, qui sont conservées pour la durée du traitement de ces litiges.

CHAPITRE 5. — Dispositions finales

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 24 juin 2021.

Art. 15. Le ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 21 juin 2021.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale, chargé du Tourisme,
R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargé de l'Economie,
A. MARON

De begunstigde vermeldt in zijn aanvraag alle steun die hij onder punt 22 van de tijdelijke kaderregeling inzake staatssteun heeft ontvangen.

BEW kan per e-mail alle documenten of informatie opvragen die noodzakelijk is voor het onderzoek van de aanvraag. De begunstigde verstrekt de aanvullende documenten en informatie binnen de tien dagen. Indien binnen deze termijn geen antwoord wordt ontvangen, wordt de aanvraag geweigerd.

Art. 10. De toekenningsbeslissing wordt ten laatste op 30 september 2021 aan de begunstigde betekend.

BEW deelt de begunstigde mee dat de steun overeenkomstig de tijdelijke kaderregeling inzake staatssteun wordt verleend.

Art. 11. De steun wordt in één enkele schijf vereffend op een Belgische zichtrekening op naam van de begunstigde.

Art. 12. BEW maakt binnen de twaalf maanden na de toekenning ervan de nodige informatie over elke steun van meer dan 100.000 euro toegekend op grond van dit besluit bekend op de uitgebreide staatssteunwebsite of via het IT-instrument van de Europese Commissie.

De nodige informatie is die bedoeld in bijlage III bij de verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

BEW bewaart gedurende een periode van tien jaar na de toekenning van de steun alle informatie die nodig is om te kunnen nagaan of aan de vastgestelde voorwaarden is voldaan. BEW verstrekt deze informatie aan de Europese Commissie indien zij daarom verzoekt.

Art. 13. § 1. Het onderzoek, het beheer en de controle van de aanvragen, het beheer van de toegang tot het aanvraagformulier en de bekendmaking van de gegevens bedoeld in artikel 12 kunnen de verwerking van de volgende categorieën van persoonsgegevens betreffen:

1° de identificatie- en contactgegevens van de personen die namens de begunstigten de aanvraag indienen;

2° de identificatie-, adres-, contact- en belastinggegevens van de zelfstandige ondernemingen natuurlijk persoon die de premie aanvragen;

3° de gegevens die noodzakelijk zijn om de naleving van de voorwaarden bedoeld in de artikelen 3, 4 en 5 na te gaan;

4° de gegevens die noodzakelijk zijn voor het beheer van de toegang tot het steunaanvraagformulier;

5° de gegevens die noodzakelijk zijn voor de bepaling van het premiebedrag;

6° de gegevens die noodzakelijk zijn voor de bekendmaking van gegevens in uitvoering van artikel 12.

§ 2. BEW is de verantwoordelijke voor de verwerkingen van persoonsgegevens bedoeld in § 1.

BEW kan de persoonsgegevens, en andere gegevens, bekomen van de aanvrager of van een andere overheidsinstantie, waaronder de FOD Economie, de Nationale Bank van België en de FOD Financiën.

§ 3. Onverminderd artikel 12 bedraagt de maximale bewaringstermijn voor persoonsgegevens die op grond van dit artikel worden verwerkt, tien jaar vanaf de dag van de vereffening van de steun, behalve voor persoonsgegevens die eventueel nodig zouden zijn voor de behandeling van geschillen met de steunaanvrager, die worden bewaard gedurende de tijd die nodig is om dergelijke geschillen te behandelen.

HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 24 juni 2021.

Art. 15. De minister is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 21 juni 2021.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
bevoegd voor Toerisme,
R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor Economie,
A. MARON